

# Avant-propos

**S**i les inégalités de niveaux de vie ont progressé en Martinique, en Guyane, ou dans la région caribéenne, la Guadeloupe a mieux résisté que les autres économies : la pauvreté y est en léger retrait. À titre de comparaison nationale, la France est le troisième des 34 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour l'augmentation des inégalités entre 2007 et 2011.

Les inégalités de revenus en Guadeloupe sont stables voire en retrait sur la période 2001 – 2011 traduisant une augmentation plus rapide des revenus des ménages aux revenus intermédiaires par rapport à ceux des plus riches. Les familles monoparentales guadeloupéennes restent, comme ailleurs, les plus touchées par la pauvreté. Sur la même période, les ménages les plus modestes ont connu une faible hausse de pouvoir d'achat, dans un contexte de fortes pressions sur le foncier et de renchérissement des loyers.

Les inégalités et leur accroissement ne sont pas seulement dommageables à la cohésion sociale. Elles nuisent à la croissance : elles ont aussi un coût économique. Ainsi, un creusement des inégalités de revenu peut se traduire par un excès d'emprunts par les ménages à faible revenu et à revenu intermédiaire. La polarisation des revenus peut avoir un impact négatif sur l'économie, soit en entravant le principal moteur de la croissance, à savoir la consommation, soit en rendant insoutenable socialement les fortes inégalités de niveaux de vie.

Autre impact des inégalités, celui du chômage qui s'élève à 24 % en Guadeloupe en 2016. Fort taux de chômage et fortes inégalités se nourrissent mutuellement. D'une part un marché du travail peu efficient, où de nombreuses tensions reposent sur les métiers, a pour conséquence mécanique un déséquilibre de niveau de vie entre la population en emploi et celle au chômage. Or dans son ensemble et métier par métier, la structure de la qualification de la population guadeloupéenne correspond imparfaitement aux demandes des employeurs potentiels sur le territoire. D'autre part, de fortes inégalités ont pour conséquence de freiner la croissance économique par l'insuffisance de la demande totale adressée à l'économie guadeloupéenne par les ménages, les entreprises, les administrations publiques. Ainsi, les 20 % les plus riches gagnent plus de 40 % du revenu d'ensemble et une partie de leurs revenus est épargnée : cette dernière composante ne trouve pas de débouché dans la demande globale adressée à l'économie.

État des lieux des revenus en Guadeloupe et de leurs évolutions, ce dossier a été réalisé à l'initiative conjointe de l'Observatoire des Prix, des Marges et des Revenus et de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques. Éclairant la question centrale du pouvoir d'achat des ménages en Guadeloupe, l'objet de ce dossier est l'interprétation des mouvements des prix et des revenus guadeloupéens.

Le Président de l'Observatoire des Prix,  
des Marges et des Revenus de Guadeloupe

**Jean-Luc Maron**

Le directeur interrégional  
de l'Insee Antilles-Guyane

**Yves Calderini**